



L'invasion de Gaza : L'opération «Plomb durci» fait partie d'une vaste opération des renseignements militaires israéliens

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2009

27 janvier 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La version française de cet article a été révisée le 28 janvier 2009.

Les bombardements aériens et l'offensive terrestre en cours à Gaza des forces militaires israéliennes doivent être analysés dans un contexte historique. L'opération «Plomb durci» est une entreprise soigneusement planifiée, qui fait partie d'un vaste échancier des services de renseignements israéliens qui a été formulé pour la première fois par le gouvernement du premier ministre Ariel Sharon, en 2001 :

«Des sources de la Défense ont déclaré que le ministre de la Défense Ehoud Barak a demandé aux forces israéliennes de défense de se préparer pour cette opération il y a plus de six mois, bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas.» (Barak Ravid, [Operation « Cast Lead » : Israeli Air Force strike followed months of planning](#), Haaretz, 27 décembre 2008)

C'est Israël qui a rompu la trêve le 4 novembre 2008, jour de l'élection présidentielle aux États-Unis :

« Israël a utilisé cette diversion pour rompre le cessez-le-feu avec le Hamas, en bombardant la bande de Gaza. Israël prétend que cette violation du cessez-le-feu visait à empêcher le Hamas de creuser des tunnels vers le territoire israélien.

Le jour suivant, Israël déclenchait un siège de terreur sur Gaza, coupant l'approvisionnement en vivres, en carburant, en médicaments et autres produits de première, dans une tentative de « soumettre » les Palestiniens tout en se livrant, au même moment, à des incursions armées.

En réponse, le Hamas et d'autres à Gaza recoururent à nouveau à des tirs de roquettes rudimentaires, artisanales et souvent imprécises, sur Israël. Durant les sept dernières années, ces roquettes ont causé la mort de 17 Israéliens. Pendant la même période, les attaques des guerres-éclair israéliennes ont tué des milliers de Palestiniens, provoquant des protestations au niveau mondial mais face auxquelles les Nations Unies sont restées sourdes. » (Shamus Cooke, [The Massacre in Palestine and the Threat of a Wider War/Le massacre en Palestine et la menace d'une guerre plus vaste](#), Global Research, Décembre 2008).

Un désastre humanitaire planifié

Le 8 décembre 2008, le Secrétaire d'État adjoint aux États-Unis, John Negroponte, se trouvait à Tel Aviv pour des discussions avec ses homologues israéliens y compris le directeur du Mossad, Meir Dagan.

L'opération «Plomb durci» a commencé deux jours après Noël. Elle s'accompagnait d'une campagne soigneusement conçue de relations publiques internationales sous les auspices du ministre des Affaires étrangères d'Israël.

Les cibles militaires du Hamas ne sont pas les objectifs principaux de l'opération. L'opération « Plomb durci » est destinée, de façon tout à fait délibérée, à causer des victimes civiles.

Nous avons affaire à un «désastre humanitaire planifié» à Gaza, dans une zone urbaine très peuplée. (voir la carte ci-dessous).



L'objectif à long terme de ce programme, comme l'ont formulé les responsables israéliens est l'expulsion des Palestiniens des terres palestiniennes :

« Terroriser la population civile, assurer une destruction maximale de leurs biens et des ressources culturelles... La vie quotidienne des Palestiniens doit être rendue insupportable : ils doivent être enfermés dans les villes, empêchés d'exercer une vie économique normale, coupés de leurs lieux de travail, des écoles et des hôpitaux, ce qui favorisera l'émigration et affaiblira la résistance contre les futures expulsions » Ur Shlonsky, cité par Ghali Hassan, [Gaza : The World's Largest Prison](#)/ Gaza : la plus grande prison du monde, Global Research,

2005).

L'opération «Vengeance justifiée»

Un tournant a été franchi. L'opération «Plomb durci» fait partie d'une vaste opération des renseignements militaires, initiée au départ par le gouvernement d'Ariel Sharon, en 2001. C'est pendant l'opération «Vengeance justifiée» de Sharon que des avions de combat F-16 furent initialement utilisés pour bombarder des villes palestiniennes. L'opération «Vengeance justifiée » fut présentée en juillet 2001 au gouvernement israélien d'Ariel Sharon par Shaul Mofaz, alors chef d'état-major des forces de défense israélienne, sous le nom «Destruction de l'Autorité palestinienne et désarmement de toutes les forces armées».

« Un plan de réserve, au nom de code opération «Vengeance Justifiée» a été établi en juin dernier (2001) afin de réoccuper toute la Cisjordanie et éventuellement la bande de Gaza au prix éventuel de «centaines » de victimes israéliennes.» (Washington Times, 19 mars 2002).

Selon le Jane's Foreign Report (numéro du 12 juillet 2001), l'armée israélienne sous le gouvernement Sharon a réactualisé ses plans en vue d'un « assaut total pour détruire l'Autorité palestinienne , éliminer son dirigeant Yasser Arafat et tuer ou neutraliser son armée».

«Justification du bain de sang»

La « justification du bain de sang » était une composante essentielle de l'échéancier opérationnel militaire et de renseignements. La mort de civils palestiniens était justifiée par des «motifs humanitaires». Les opérations militaires israéliennes étaient soigneusement calculées pour coïncider avec les attaques suicides :

« L'assaut serait donné, à la discrétion du gouvernement, à la suite d'un attentat-suicide de grande ampleur en Israël, causant de nombreux morts et blessés, ce bain de sang constituant une justification. » (Tanya Reinhart, [Evil Unleashed, Israel's move to destroy the Palestinian Authority is a calculated plan, long in the making](#), Global Research, December 2001, souligné par moi, MC).

Le plan Dagan

L'opération «Vengeance justifiée» désignait également le «Plan Dagan», qui porte le nom de son auteur, le Général [ER] Meir Dagan, qui dirige actuellement le Mossad, les services de renseignements israélien. Le général de réserve Meir Dagan était le conseiller pour la sécurité de Sharon pendant sa campagne électorale en 2000. Il semble que le plan ait été élaboré avant l'élection de Sharon comme premier ministre, en février 2001. « *Selon l'article d'Alex Fishman dans le quotidien israélien Yediot Aharonot, le Plan Dagan consistait à détruire l'Autorité palestinienne et à mettre Yasser Arafat « hors jeu ».*» (Ellis Shulman, Operation Justified Vengeance »: a Secret Plan to Destroy the Palestinian Authority, mars 2001) :

« *Comme signalé dans le Foreign Report (Jane's) et révélé localement par le quotidien Maariv, le plan d'invasion d'Israël - d'après certaines informations, surnommé Vengeance justifiée - **serait lancé immédiatement après le prochain attentat-suicide causant de nombreuses victimes, durerait environ un mois et aurait pour résultat la mort de centaines d'Israéliens et de milliers de Palestiniens.***» (ibid, souligné par moi, MC).

Le «Plan Dagan» prévoyait la soi-disant «cantonisation» des territoires palestiniens par laquelle la Cisjordanie et Gaza seraient complètement coupées l'une de l'autre, avec des «gouvernements» séparés dans chacun des territoires. C'est selon ce scénario, prévu depuis 2001, qu'Israël aurait :

« négocié séparément avec les forces palestiniennes dominantes dans chaque territoire – les forces palestiniennes responsables de la sécurité, des renseignements et même pour le Tanzim (Fatah). « Le plan ressemble donc beaucoup à l'idée de « cantonisation » des territoires palestiniens, émise par certains ministres. » Sylvain Cypel, *The infamous Dagan Plan Sharon's plan for getting rid of Arafat* – Le Monde, 17 décembre 2001.



De gauche à droite : Dagan, Sharon, Halevy

Le Plan Dagan a établi une continuité dans l'échéancier opérationnel. A la veille des élections de 2000, Meir Dagan fut affecté à un rôle important. « Il devint «l'intermédiaire» de Sharon, en ce qui concerne les problèmes de sécurité, avec les envoyés spéciaux du Président Bush, Zinni et Mitchell ». Il fut par la suite nommé directeur du Mossad par le premier ministre Ariel Sharon, en août 2002. Après la période Sharon, il demeura à la tête du Mossad. Il fut reconduit dans sa position de directeur des renseignements israéliens par le premier ministre Ehoud Olmert, en juin 2008.

Meir Dagan, en coordination avec ses homologues étatsuniens, a eu en charge plusieurs opérations de renseignements militaires. Il est intéressant de noter que Meir Dagan, en tant que jeune colonel, a travaillé étroitement avec le ministre de la Défense, Ariel Sharon, lors des attaques sur les camps palestiniens à Beyrouth en 1982. L'invasion terrestre de 2009, à bien des égards, ressemble à l'opération militaire de 1982, conduite par Sharon et Dagan.

La continuité de Sharon à Olmert



Olmert et Sharon

Il est important de se concentrer sur un certain nombre d'événements clefs qui ont conduit aux massacres à Gaza lors de l'opération «plomb durci» :

1. L'assassinat de Yasser Arafat en novembre 2004

Cet assassinat était prévu depuis 1996 avec l'opération connue sous le nom de code « Champs d'épines ». Selon un document datant d'octobre 2000 « élaboré par les services de sécurité, à la demande d'Ehoud Barak, alors premier ministre, qui affirmait que «la personne d'Arafat constitue une grave menace pour la sécurité de l'État (d'Israël) et le préjudice que causera sa disparition est moindre que celui causé par son existence ». (Tanya Reinhart, [Evil Unleashed, Israel's move to destroy the Palestinian Authority is a calculated plan, long in the making](#), Global Research, décembre 2001. Des extraits de ce document ont été publiés par le quotidien Ma'ariv en date du 6 juillet 2001).

L'assassinat d'Arafat fut ordonné en 2003 par le cabinet israélien. Il fut approuvé par les États-Unis qui opposèrent leur veto à la résolution de sécurité des Nations Unies condamnant la décision de 2003 du cabinet israélien. Réagissant aux attaques palestiniennes en augmentation, en août 2003, Shaul Mofaz, le ministre de la Défense israélienne déclara « la guerre totale » aux militants qu'il jura de « détruire ».

« À la mi-septembre, le gouvernement israélien émit une loi pour se débarrasser d'Arafat. Le cabinet israélien pour les affaires de politique sécuritaire déclara qu'il s'agissait d'une « décision d'éliminer Arafat en tant qu'obstacle à la paix. » Mofaz menaça : « Nous choisirons la meilleure façon et le meilleur moment pour tuer Arafat. » Le ministre palestinien, Saeb Erekat déclara sur CNN qu'il pensait qu'Arafat était la prochaine cible. CNN demanda au porte-parole de Sharon, Ra'anah Gissan si le vote signifiait l'expulsion d'Arafat. Gissan précisa « le vote ne signifie pas cela ». Le Cabinet a décidé aujourd'hui de supprimer cet obstacle. Le moment, la méthode, la manière dont cela se déroulera seront décidés séparément et les services de sécurité surveilleront la situation et donneront leurs recommandations pour agir de façon appropriée. » (voir l'article de Trish Shuh, Road Map for a Decease Plan, [Mehrnews.com](#) du 9 novembre 2005.



Olmert et Abbas

L'assassinat d'Arafat faisait partie du Plan Dagan de 2001. Selon toute probabilité, il a été mené par les services secrets israéliens. Il était destiné à détruire l'Autorité palestinienne, à alimenter les divisions au sein du Fatah ainsi qu'entre le Fatah et le Hamas. Mahmoud Abbas est un *quisling* palestinien. Il a été installé à la tête du Fatah, avec l'approbation d'Israël et des États-Unis, qui financent les forces paramilitaires et de sécurité de l'Autorité palestinienne.



Abbas et Bush

2. Le retrait de toutes les colonies israéliennes de la bande de Gaza, sous les ordres du premier ministre Ariel Sharon en 2005. Plus de 7000 colons juifs furent délocalisés.

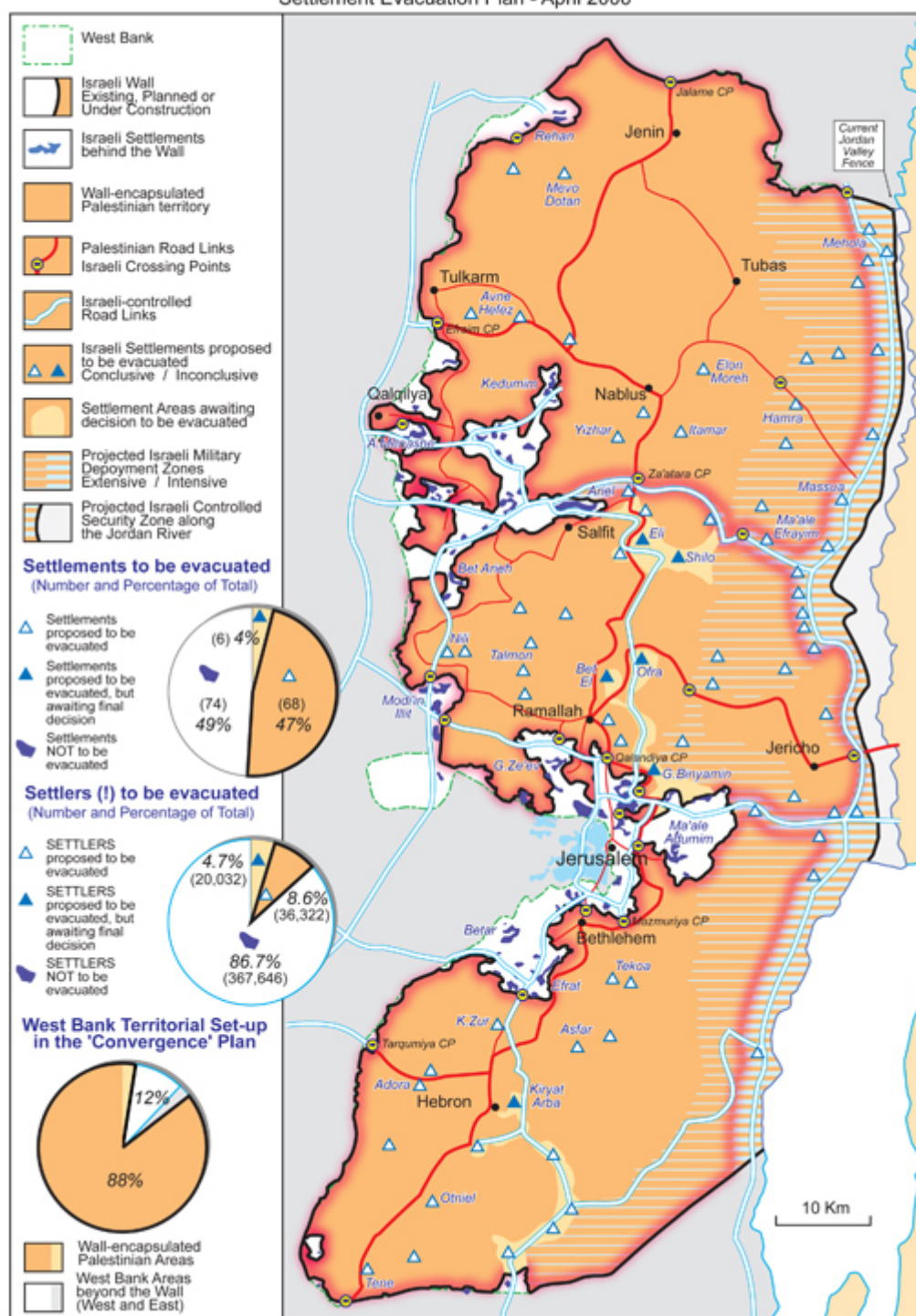
« Mon intention (Sharon) est de mener une évacuation - pardon, une relocalisation - des

colonies, sources de problèmes et des lieux qui ne seront de toutes façons, pas retenus dans les accords définitifs, comme les colonies de Gaza... Je pars du principe que dans l'avenir, n'y aura plus de Juifs à Gaza, » a déclaré Sharon ([CBC, March 2004](#))).

La question des colonies à Gaza a été présentée dans le cadre de la « feuille de route pour la paix » de Washington. Célébrée par les Palestiniens comme une « victoire », cette mesure n'était pas dirigée contre les colons juifs. Bien au contraire : cette mesure faisait partie d'une opération secrète globale, qui consistait à transformer Gaza en un camp de concentration. Tant que les colons juifs vivaient à l'intérieur de Gaza, l'objectif de maintenir un vaste territoire prison entièrement verrouillé ne pouvait pas être achevé. La mise en application de l'opération « Plomb durci » nécessitait qu'il n'y ait plus de Juifs à Gaza ».

3. La construction de l'infâme mur de l'apartheid a été décidée dès le début du gouvernement Sharon (voir la carte ci-dessous)

The Occupation's "Convergence Plan"
Settlement Evacuation Plan - April 2006



4. La prochaine étape était la **victoire électorale du Hamas en janvier 2006**. Sans Arafat, les chefs des renseignements militaires israéliens savaient que le Fatah sous Mahmoud Abbas perdrait les élections. Tout ceci faisait partie du scénario qui avait été envisagé et élaboré de longue date.

Avec le Hamas à la tête de l'Autorité palestinienne, se servant du prétexte que le Hamas est une organisation terroriste, Israël pourrait mener son projet de «cantonisation» énoncé dans le Plan Dagan. Le Fatah sous Mahmoud Abbas demeurerait officiellement responsable en Cisjordanie. Le gouvernement du Hamas, dûment élu, serait confiné dans la bande de Gaza.

L'offensive terrestre sur Gaza

Le 3 janvier 2009, les chars et l'infanterie israéliens sont entrés dans Gaza pour une offensive totale sur le terrain :

« L'opération terrestre a été précédée de quelques heures par des tirs d'artillerie lourde à la tombée de la nuit, faisant exploser les cibles et embrasant le ciel. Des fusils mitrailleurs ont crépité tandis que des balles traçantes brillaient et lançaient des éclairs à travers l'obscurité et que l'explosion de centaines d'obus émettait des trainées de feu.» (AP, 3 janvier 2009).

Des sources israéliennes ont indiqué qu'ils s'engageaient dans une opération militaire de longue durée. «Ce ne sera pas facile et ce ne sera pas bref », a indiqué le ministre de la Défense, Ehoud Barak, lors d'une allocution télévisée.

Israël ne cherche pas à forcer le Hamas «à coopérer». Nous avons affaire ici à une mise en application du «Plan Dagan» comme il a été formulé à l'origine en 2001 et qui appelait à :

« **Une invasion du territoire contrôlé par les Palestiniens par environ 30 000 soldats israéliens**, avec la mission clairement définie de détruire l'infrastructure des dirigeants palestiniens, de récupérer l'arsenal actuellement en possession des différentes forces palestiniennes et d'expulser ou de tuer ses dirigeants militaires. (Ellis Shulman, op cit, surlignement ajouté).

La question plus étendue est de savoir si Israël, en concertation avec Washington, a l'intention de déclencher une guerre plus vaste.

Si les Israéliens ouvraient les frontières pour permettre un exode de la population, des expulsions de masse pourraient se produire ultérieurement lors de l'invasion terrestre, . Ariel Sharon désignait l'expulsion comme «une solution dans le style de 1948». Pour Sharon, « il est indispensable de trouver un autre État pour les Palestiniens. « La Palestine, c'est la Jordanie», était la phrase forgée par Sharon. » (Tanya Reinhart, déjà citée).

Article original en anglais : [The Invasion of Gaza: « Operation Cast Lead », Part of a Broader Israeli Military-Intelligence Agenda](#), publié le 4 janvier 2009.

Traduit par Isabelle Rousselot, révisé par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#). Version finale révisée par [Mondialisation.ca](#).

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 11 langues).



[Guerre et mondialisation](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on

NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca